



Saïda Neghza élue membre au Conseil d'administration

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5468 - Mercredi 8 septembre 2021 - Prix : 10 DA

Dossiers régionaux et internationaux

Le SG de la Ligue arabe salue «le rôle pivot» de l'Algérie

Vaccination en milieu scolaire

Belabed rassure les parents d'élèves

Arme de destruction massive apanage des Etats-Unis

Par Mohamed Habili

Si le retrait d'Afghanistan a été précipité, à ce point d'ailleurs qu'il a pris de court les membres de l'Otan autres que les Etats-Unis, lesquels auraient voulu opérer plus à leur aise, ce n'est évidemment pas parce que l'armée américaine avait peur d'être submergée par des Talibans supérieurs en nombre et en armement et surgissant de tout côté. Non, les troupes américaines appuyées par celles de leurs alliés étaient tout à fait capables de résister à l'offensive talibane. A supposer d'ailleurs que ce terme soit le bon pour décrire ce qui s'est passé réellement, et qui ressemble plus à une passation de pouvoir déjà convenue entre les protagonistes qu'à un assaut irrésistible de l'un d'eux. Il n'en restait pas moins que les Américains, eux bien plus que leurs alliés, qui par certains côtés n'étaient même pas dans le coup, devaient craindre quelque chose à leurs yeux de particulièrement périlleux pour faire aussi vite, et donner ainsi d'eux-mêmes un spectacle peu élogieux.

Suite en page 3

Face aux risques de la rentrée sociale

Le pass sanitaire, ultime solution ?



Ph.D. R.

L'Algérie poursuit son déconfinement à la faveur de la baisse du nombre de contaminations quotidiennes enregistrées. Alors qu'une vaste opération de vaccination a été lancée à travers le pays, des spécialistes ne cessent de répéter que le risque demeure entier.

Publicité



بالتلقيح تستمر الحياة
 ٠٢٠٠٨ ٨ +٠٨٠٢٠+

BIG DAY 11 SEPTEMBRE

بث مباشر عبر كل القنوات ومنصات الواب

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الصحة

الأسبوع الوطني
للتلقيح ضد كوفيد 19



http://www.sante.gov.dz/ @sante_gov_dz @santeDz

Vaccination en milieu scolaire

Belabed rassure les parents d'élèves

■ La campagne de vaccination contre le Covid-19 en milieu scolaire suscite beaucoup d'inquiétude chez les parents d'élèves, à quelques jours de la rentrée des classes. Se voulant rassurant, le ministre de l'Education nationale a indiqué qu'«il est actuellement prioritaire de vacciner les personnes de plus de 18 ans».

Par Thinhinene Khouchi

Malgré les assurances du ministre de la Santé, les parents d'élèves restent réticents, ne voulant pas prendre le risque de vacciner leurs enfants contre le coronavirus. En effet, à quelques jours de la rentrée scolaire, prévue le 21 septembre, les parents se demandent si la vaccination sera obligatoire pour leurs enfants ce qui, pour la majorité, n'est pas rassurant et même inquiétant.

Pour Hocine, père de trois enfants, tous scolarisés, «la vaccination ne doit pas être obligatoire pour nos enfants. Personnellement, je ne veux surtout pas que mes enfants se fassent vacciner car je m'inquiète pour leur santé».

Cet avis est partagé par la plupart des parents d'élèves. Mais contrairement à cela, l'Association nationale des parents d'élèves, présidée par Khaled Ahmed, a indiqué que la majorité des parents sont pour l'obligation de la vaccination des enfants âgés de plus de 12 ans,



Ph/D. R.

soit les élèves des CEM et du lycée. Il assure même que «75 % d'entre eux veulent que leurs enfants se fassent vacciner», ajoutant, lors de notre entretien téléphonique, que «les parents qui ne veulent pas que leurs enfants soient vaccinés n'ont qu'à les garder à la maison».

En outre, s'exprimant à ce propos, le ministre de l'Education nationale a indiqué que «concernant la vaccination des élèves en milieu scolaire, la pratique actuelle est de vacciner les personnes âgées de plus de 18 ans», soulignant que l'Algérie «suit ce qui est appliqué dans tous les pays du monde et ne s'écartera pas des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé».

Par ailleurs, Belabed a indiqué qu'il s'attendait à ce que la tendance à la vaccination contre le coronavirus dans son secteur

prenne une autre forme avec la rentrée scolaire prévue pour le 21 septembre, ainsi que la rentrée des enseignants hier, qui sont au nombre d'un demi-million.

Enfin, le ministre a également souhaité à tous les membres de la communauté éducative un retour réussi, pour eux et les élèves, et appelé tous les salariés du secteur à se faire vacciner pour éviter la propagation de cette épidémie mortelle.

Il a également indiqué, lors de sa récente conférence nationale consacrée aux dispositions relatives à l'organisation des cours, en prévision de la rentrée scolaire 2021-2022, que l'opération de vaccination du personnel du secteur avait atteint un «taux acceptable».

Belabed a déclaré que la décision de reporter la rentrée scolaire «est intervenue après

l'aval des hautes autorités du pays afin de disposer de plus de temps en vue de poursuivre l'opération de vaccination du personnel du secteur, qui a jusqu'à présent atteint un taux acceptable, même si les travailleurs étaient en congé».

Dans ce sens, il a fait état de «l'élaboration d'un recensement précis des vaccinés», appelant

«à l'impératif de réunir les conditions idoines pour une rentrée scolaire sûre et sereine». Il a également souligné l'importance pour les enseignants de «regagner leurs postes de travail et d'occuper les postes vacants afin qu'aucun groupe éducatif ne reste sans encadrement pédagogique».

T. K.

Affaires étrangères Lamamra entame une visite de travail en Mauritanie

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, entame, hier, en sa qualité d'envoyé spécial du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, une visite dans la capitale mauritanienne Nouakchott, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette visite de deux jours, M. Lamamra aura des entretiens avec les plus hautes autorités mauritaniennes, en tête desquelles le président mauritanien, Mohamed Ould El-Ghazaouani, précise le communiqué.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de la volonté commune des dirigeants des deux pays et leurs orientations judicieuses quant à la nécessaire consécration de la tradition de concertation et de coordination et au renforcement des relations stratégiques entre les deux pays, ainsi que l'accélération du rythme de la coopération bilatérale dans divers domaines, ajoute le communiqué.

Elle sera également l'occasion d'examiner les questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment les derniers développements sur la scène maghrébine et aux niveaux arabe et africain.

R. M.

Bilan des dernières 24 heures 332 nouveaux contaminés et 26 décès

L'Algérie a enregistré 26 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit 1 cas de plus que le bilan d'hier (25), portant à 5 471 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 332 cas, soit 23 cas de plus par rapport au bilan d'hier (309), pour atteindre, au total, 198 645 cas confirmés.

R. N.

Commune de Melbou / Béjaïa

Les habitants de Tasefsaft réclament de l'eau potable

La RN 43 reliant la wilaya de Béjaïa et Jijel a été coupée hier matin par les habitants du village Tasefsaft, relevant de la municipalité de Melbou, situé à 45 km environ à l'est du chef-lieu de Béjaïa. Robinets à sec depuis plusieurs semaines en raison de l'assèchement des fontaines alimentant les foyers, les villageois ont baricadé la voie plusieurs heures de la matinée afin de manifester leur colère et dire tout le calvaire vécu les deux derniers mois. Une situation qui s'est accentuée ces dernières semaines, laissant

les protestataires sans une seule goutte d'eau potable. Cette action de protestation n'a pas manqué, une fois encore, de pénaliser les usagers qui traversaient hier, par malheur, la région. Les mécontents ont accepté de libérer la voie après l'intervention des autorités locales qui ont communiqué les informations au sujet de l'avancement des travaux du projet d'alimentation du village en eau potable depuis le chef-lieu de la commune de Melbou, pour lequel une enveloppe financière de l'ordre de 20 milliards de cen-

taines avait été débloquée. Un projet qui devrait alimenter 7 villages de la municipalité. En effet, le taux d'avancement des travaux de ce projet d'AEP a atteint 85 %. La réalisation des conduites et réservoirs d'eau a été retardée par une procédure d'expropriation lancée récemment, en vue de dédommager un propriétaire terrien. Le projet devrait alimenter plusieurs milliers de foyers de la commune et en finir avec la crise d'eau potable dans la région. Notons que des souscripteurs aux logements sociaux de la commune

d'El Kseur ont observé, hier, un rassemblement de protestation devant le siège de la wilaya, fixant une banderole sur son fronton et revendiquant la publication de la liste des bénéficiaires des 156 logements sociaux déjà réceptionnés il y a plusieurs années. Pour rappel, ces derniers ont participé au rassemblement tenu avant-hier devant le siège de la wilaya avec d'autres souscripteurs venus de nombreux quartiers de la ville de Béjaïa et de certaines communes voisines.

Hocine C.

Face aux risques de la rentrée sociale

Le pass sanitaire, ultime solution ?

■ L'Algérie poursuit son déconfinement à la faveur de la baisse du nombre de contaminations quotidiennes enregistrées. Alors qu'une vaste opération de vaccination a été lancée à travers le pays, des spécialistes ne cessent de répéter que le risque demeure entier.

Par Louisa Aït Ramdane

Certes, une partie de la population s'est déjà faite vaccinée, mais une autre catégorie demeure récalcitrante. A quelques jours de la rentrée sociale, va-t-on voir le pass sanitaire imposé dans les espaces et administrations publics ? Avant-hier, le ministère de la Jeunesse et des Sports a annoncé la réouverture des salles de sport, publiques et privées, au grand public ainsi que la reprise des activités sportives. Ce département ministériel a toutefois décidé d'instaurer l'obligation de présenter un pass sanitaire pour y accéder. D'autres administrations ont aussi pris l'initiative d'exiger la présentation du carnet vaccinal contre le Covid-19, telle que celle de la Justice, la

wilaya d'Oran et l'APC de Bab Ezzouar. Ce qui constitue une première et un pas vers le recours à cette solution pour convaincre les réticents de l'utilité de se faire vacciner pour un retour à la normale. Mais aussi afin que la rentrée sociale prochaine soit effectuée dans de bonnes conditions.

Si le nombre d'Algériens jusque-là vaccinés dépasse les 8 millions de personnes, ce chiffre est loin d'être satisfaisant, les autorités publiques voulant atteindre les 70 % pour parvenir à une immunité collective.

Interrogé hier, le directeur général de l'Institut Pasteur Algérie (IPA), Fawzi Derrar, a indiqué que les résultats de l'actuelle campagne sont divergents. «La campagne de vaccination n'est pas encore au niveau escompté, notamment durant les deux derniers jours, et ce, en dépit des moyens sanitaires et logistiques mis en place pour sa réussite», a-t-il déploré sur les ondes de la Radio nationale. La campagne de vaccination en cours visait à atteindre l'objectif de 70 % de la population d'ici la fin de l'année. D'ailleurs, Derrar n'a pas manqué de lancer un appel pressant pour y adhérer en force afin d'éviter une nouvelle vague de contamination. «La vaccination constitue le moyen le plus sûr pour éviter des situations épidémiologiques dangereuses, à l'instar de cette troisième vague meurtrière qui vient de frapper le pays», a prévenu le DG de l'IPA.



Pour atteindre cet objectif, le ministre de la Santé a insisté sur le grand rôle que vont jouer les secteurs ministériels, de la société civile et du partenaire social qui ont déjà contribué, chacun dans son domaine, à lutter contre la pandémie.

Fawzi Derrar a dévoilé également le nombre total des Algériens ayant été vaccinés contre l'épidémie, et ce, depuis le début de la campagne de vaccination fin janvier de l'année en cours. Ainsi, le DG de l'IPA a indiqué qu'avant-hier il a été enregistré un total de 8,3 millions de vaccinés contre le Covid-19, dont 2 millions ayant reçu les deux doses et 6 millions uniquement la première dose.

L. A. R.

Gisement de Gara Djebilet Une délégation du consortium chinois bientôt sur les lieux du projet

Une réunion du Comité Intersectoriel de Coordination sur le projet d'exploitation du gisement de fer de Gara Djebilet s'est tenue, hier, au siège du ministère de l'Energie et des mines en vue de préparer la visite prévue à partir du 10 septembre prochain d'une délégation du consortium chinois appelée à se déplacer à Tindouf et Béchar pour entamer les études du projet.

Selon un communiqué du ministère de l'Energie et des mines, cette réunion présidée par le Secrétaire général a été consacrée à la présentation du projet et sa situation actuelle depuis la signature du mémorandum d'entente le 30 mars 2021 avec le consortium d'entreprises chinoises. «Cette rencontre vient en préparation de la visite à partir du 10 septembre d'une délégation du consortium chinois. Cette délégation est appelée à se déplacer à Tindouf et Béchar pour entamer les études du projet», a précisé le ministère. La réunion s'est articulée principalement sur les projets connexes à prendre en charge par les différents départements ministériels chargés du Transport, des Travaux publics, des ressources en eau, des Energies renouvelables ainsi que de l'Energie et des Mines, a ajouté le communiqué. Pour rappel, le ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab, a présidé en août dernier la première réunion de coordination intersectorielle sur le projet Gara Djebilet en présence des ministres des départements concernés. D. K.

Dossiers régionaux et internationaux

Le SG de la Ligue arabe salue «le rôle pivot» de l'Algérie

Le Secrétaire général (SG) de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, a salué «le rôle pivot» que joue l'Algérie dans divers dossiers régionaux et internationaux, se félicitant à ce propos des dernières mesures prises par le président de la République, Abdelmajid Tebboune, visant à réactiver le rôle de la diplomatie algérienne, a indiqué, hier, un communiqué du Conseil national économique, social et environnemental (Cnesse). Cet hommage a été rendu par M. Aboul Gheit lors de la réception, lundi, du président du Cnesse, Rédha Tir, au siège du Secrétaire général de la Ligue arabe, où il «a salué le rôle pivot que joue l'Algérie dans divers dossiers régionaux et internationaux».

M. Aboul Gheit s'est également félicité «des dernières mesures et initiatives prises par le Président Tebboune afin de réactiver le rôle de la diplomatie algérienne et la réelle volonté de l'Algérie de parachever le processus des réformes internes avec calme et sagesse».

Cette réunion a eu lieu en marge de la 47^e session de la Conférence arabe du Travail, dont les travaux ont débuté lundi au Caire, en présence du Premier ministre égyptien, de

plusieurs ministres arabes et du SG de la Ligue arabe, ainsi que de membres des délégations d'organisations patronales et de syndicats de 21 pays arabes, en sus de représentants d'organisations arabes et internationales et nombre d'ambassadeurs.

De son côté, M. Tir a fait une présentation sur le rôle du Cnesse dans les processus de développement économique visant à «jeter les bases d'un développement humain durable, avec la participation des acteurs économiques, sociaux, syndicaux et de la société civile».

Ceci intervient, poursuit M. Tir, «en consécration du principe de la démocratie participative et en approfondissement du dialogue social qui revêt une importance capitale dans la consultation, la formulation de propositions et de recommandations et l'élaboration d'études et leur présentation au gouvernement».

Selon le communiqué, il a également mis l'accent sur l'activation du travail de la Ligue des conseils économiques et sociaux et des instances similaires dans les pays arabes, laquelle a été créée en Algérie en 2015, tout en l'érigeant en «un levier puissant de l'action arabe commune, en vue de parvenir à la complémentarité et l'intégra-

tion économiques entre les pays arabes». Pour M. Tir, le fait que l'Algérie abrite l'Assemblée générale de la Ligue arabe des conseils économiques et sociaux et des instances similaires, les 22 et 23 novembre prochain, s'inscrit dans la même démarche.

La rencontre était également une occasion pour M. Tir d'adresser une invitation au Secrétaire général de la Ligue arabe en vue d'assister au Forum africain du secteur privé qui sera organisé par le Cnesse sous le patronage du président de la République au cours du dernier trimestre de cette année en collaboration avec l'Union africaine (UA). A ce propos, le communiqué indique que cette invitation a été accueillie favorablement par le Secrétaire général qui a fait part de la disposition de la Ligue à collaborer dans tout ce qui est à même de servir les causes arabes. M. Tir avait reçu une invitation du directeur général de l'Organisation arabe du Travail (OAT), Fayed al-Mutairi, en vue de prendre part aux travaux de la 47^e session de la Conférence arabe du Travail, intitulée «Management et microprojets, la voie vers le développement durable et l'autonomisation».

K. M.

LA QUESTION DU JOUR

Arme de destruction massive apanage des Etats-Unis

Suite de la page une

Quelle peut bien être donc cette crainte, si elle n'est pas inspirée par les Talibans ? Ce dont ils avaient une peur bleue en réalité, c'est de laisser passer l'opportunité qui s'offrirait à eux de s'en aller sur-le-champ, laquelle fenêtre pourrait se refermer pour ne plus se rouvrir. Ce n'était pas de refaire la guerre aux Talibans qu'ils avaient une aussi grande peur, mais de ne pouvoir après cela se retirer d'Afghanistan, et faire la paix avec eux. Serait-ce donc qu'une révolution se soit opérée en eux pour qu'ils en soient arrivés là, à redouter si fort les guerres par-delà les mers ? Pour jurer que leur intervention en Afghanistan est la toute dernière ? Qu'à l'avenir à moins d'être attaqués sur leur propre sol, ils n'envoient leurs soldats verser leur sang nulle part dans le monde, quels que soient les différends qu'ils peuvent avoir avec tel ou tel Etat. Désormais pour eux, le seul casus belli, c'est l'attaque, terroriste, exécutée chez eux. Il n'y a aucune raison de ne pas les prendre au mot. On n'aurait même pas tort de dire qu'au contraire on a toutes les raisons de les croire. Le fait est que les Américains ont expérimenté ces derniers temps une arme plus efficace encore que toutes celles dont ils avaient usé jusque-là, dont l'emploi n'expose pas le soldat américain à se froter physiquement à l'ennemi, avec le risque de se faire tuer. Avec cette arme, il n'y a de pertes humaines que du côté ennemi. Elle est aussi létale, et dissuasive, que l'arme chimique, biologique, ou atomique. C'est une arme de destruction massive, par conséquent, mais ce n'est pas elle qui tue directement. Autre indice, si on n'a toujours pas deviné de quoi il s'agit : son effet ne se fait pas sentir tout de suite, dès l'instant où elle atteint sa cible. Autre chose qu'il faut savoir : son rayon d'action, sa portée s'il on préfère, est sans limite. Elle va plus loin que n'importe quel missile balistique. Qui plus est : il n'existe aucun moyen de l'esquiver. Dès lors qu'elle est envoyée, elle fait mouche, où que se trouve sa cible, visible ou pas, à l'air libre ou enfouie au plus profond du sol. Enfin, c'est une arme dont seuls les Etats-Unis sont à même de se servir. Elle n'est pas exportable, ni aliénable, ni achetable, ni reproductible, ni chère ni bon marché, encore qu'il faille être la nation la plus riche pour en disposer. Elle est indissociable des Etats-Unis. Ou plus exactement de leur monnaie, le dollar, sans quoi il n'est pas de commerce international. Si après cela vous ne voyez toujours pas, c'est que vous êtes désespérant. Le fait est qu'avec une telle arme en leur seule possession, les Américains n'ont plus besoin d'intervenir militairement dans le monde. Ni même de faire la guerre, à moins d'être frappés chez eux. D'où leur fuite d'Afghanistan. M. H.

Ammar Belhimer, ministre de la Communication

La politique nationale de l'Algérie nouvelle repose sur l'action proactive et la vision prospective

■ Le ministre de la Communication, Ammar Belhimer, a affirmé que la politique nationale de l'Algérie nouvelle avait pour caractéristique de focaliser sur «l'action proactive, en vue de renforcer le rôle de l'Algérie aux plans régional et international, et la vision prospective dans la lecture et la compréhension des différents développements permettant de les traiter avec la méthodologie adéquate au moment opportun».

Par Salem K.

Dans un entretien au quotidien «Aljazair al youm», M. Belhimer a souligné que «l'action proactive visant le renforcement du rôle de l'Algérie aux plans régional et international, et la consolidation de ses capacités de résilience face aux complots ourdis et aux défis auxquels elle est confrontée, s'inscrit dans le cadre des sept axes des envoyés spéciaux désignés récemment par le président de la République, Abdelmajid Tebboune, chargés de conduire l'action internationale de l'Algérie», citant parmi les caractéristiques de la politique nationale de l'Algérie nouvelle, «la focalisation sur l'action proactive et la vision prospective dans la lecture et la compréhension des différents développements permettant de les traiter avec la méthodologie adéquate au moment opportun».

Il s'agit, a-t-il ajouté, de «cadres qui ont engrangé une vaste expérience qui devrait leur permettre d'accompagner utilement et collectivement le ministre des Affaires étrangères».

Ils l'accompagneront notamment en matière d'analyse et d'anticipation dans la perspective tracée par le chef de l'Etat concernant une diplomatie réellement dynamique et proactive, qui puisse être en mesure de disposer de capacités d'initiative sur les grands dossiers régionaux et internationaux et de s'inscrire dans une logique d'influence pour conforter le rôle de l'Algérie en tant que puissance médiane productrice et exportatrice de paix, de stabilité et de sécurité, a-t-il soutenu.

«Des compétences nationales, toutes spécialités confondues, sont à pied d'œuvre pour procéder à une analyse objective et sérieuse de la réalité», a-t-il observé, ce qui a permis, selon

lui, de «djouer les complots qui se trament contre l'Algérie et de démasquer les parties étrangères qui se cachent derrière, ainsi que leurs agents traités».

Evoquant la politique extérieure de l'Algérie, M. Belhimer a souligné que «tout le monde est conscient du sérieux, de l'intégrité et de l'honnêteté de l'Algérie dans le traitement des événements, ce qui lui a valu le respect international, pour la simple raison qu'elle ne vend pas l'illusion et ne profère pas les mensonges, mieux encore elle œuvre, sans cesse, à établir des relations saines et à dénoncer les conspirateurs et les véritables manipulateurs des droits de l'Homme».

Il a rappelé, à cet égard, les positions en faveur de la thèse algérienne, exprimées par des instances internationales et de nombreux pays comme c'est le cas pour le trafic de drogue, la migration clandestine, ou encore les déplacements massifs de mineurs, question utilisée comme carte politique de pression et de chantage.

Faillite des laboratoires de la conspiration maroco-sioniste ciblant les Algériens

Le ministre a également évoqué la question d'espionnage, à travers notamment le programme «Pegasus», dont «nous avons dévoilé l'existence il y a environ deux ans», soulignant que «le scandale d'espionnage maroco-sioniste via ce programme de nombre de pays, de responsables et de personnalités, vient confirmer nos affirmations sur cette dangereuse opération d'espionnage, qui n'est pas la première du genre».

Par ailleurs, M. Belhimer a cité des articles de presse et des enquêtes, dont le site électronique «Orient XXI», qui a révélé ces derniers jours que «le Maroc mène depuis 2009 des opéra-

tions d'espionnage au moyen de logiciels espions français et italiens ciblant des personnes et des organisations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Maroc, dont l'Algérie», ajoutant que «les opérations récurrentes d'espionnage marocain pour la répression des libertés et la confiscation des droits sont susceptibles d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la gravité de ces agissements hostiles et vils».

A ce propos, le ministre a indiqué que l'administration de Facebook avait confié la détection des fake-news relatives à l'Algérie à des médias étrangers, une décision à laquelle «nous nous sommes opposés en prenant des mesures pratiques consistant en la formation d'un groupe de suivi et d'évaluation, sous la supervision du ministre de la Communication avec la participation de représentants de nombre de secteurs, d'organismes et d'institutions concernées». Il a fait savoir, en outre, que le travail de ce groupe consistait à «trouver une plateforme de fact-checking en Algérie, qui sera active, d'un point de vue national, sur les pages Facebook et les sites Web et chargée de détecter les fake-news pour y faire face grâce aux compétences et efforts nationaux».

Pour le ministre, «l'achat des consciences par le régime marocain n'est pas surprenant, car il a coutume d'user de telles méthodes immorales», faisant savoir que «les médias internationaux, dont une partie s'est lancée dans ce sale jeu, sont très au fait des méthodes du Maroc, notamment des chantages et pots-de-vent, en vue d'influencer les positions soutenant la légalité internationale et le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination ainsi que son recours à tous les moyens pour ternir la réputation de l'Algérie». «Globalement, les médias internationaux sont aujourd'hui face à deux options :



soit travailler avec professionnalisme pour défendre la démocratie et les droits de l'homme, à travers le respect des revendications des peuples et associations actives dans le domaine, soit fermer les yeux sur ces revendications qui trouvent sur les réseaux sociaux un espace d'expression directe», a estimé M. Belhimer.

Dans ce contexte, le ministre a insisté sur «la faillite des laboratoires de la conspiration maroco-sioniste visant à influencer l'opinion publique et à démoraliser le peuple algérien, car ils se heurtent toujours à un front interne uni et conscient de ce qui se trame contre lui». A une question sur le secteur de la Communication, M. Belhimer a affirmé que le secteur «s'emploie à contribuer à la consolidation de la prise de conscience des citoyens et à leur immunisation contre les contre-vérités et les mensonges des mouches électroniques dissimulées sur les réseaux sociaux derrière des masques, de faux slogans et des identités numériques qui s'acharment à cibler la légitimité de l'Etat», relevant que «la cyber-

guerre visant la légitimité de l'Etat et ses institutions s'intensifie à l'approche de certaines dates, à l'instar de l'anniversaire des événements du 5 octobre».

Le ministre a fait savoir que son secteur s'attelait à élaborer la loi relative à la publicité, définissant les règles et conditions d'octroi de la publicité aux médias, y compris les médias électroniques, selon des normes objectives répondant aux règles de la profession et aux exigences du marché. «Le cas échéant, il sera procédé à la prise des mesures qui s'imposent pour trouver des mécanismes supplémentaires afin de renforcer l'application de cette loi pour contribuer aux activités économiques y afférentes». Il a estimé que «la fermeture temporaire ou définitive de certaines chaînes de télévision privées entre dans le cadre des missions et prérogatives de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (Arav), prévues dans la loi sur l'audiovisuel», relevant que «les raisons de leur fermeture étaient strictement professionnelles et objectives».

S. K.

Ministère des Moudjahidine

Séances de travail avec les organisations concernées par la protection des moudjahidine et des ayants droit

Le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit a entamé une série de rencontres avec les organisations et associations concernées par la protection de cette catégorie et la préservation du patrimoine historique et culturel, a indiqué le ministère dans un communiqué.

La tutelle vise, à travers ces séances de travail, à «écouter cette frange et rester en contact avec elle en matière de coordination du travail qui s'inscrit dans le cadre

de la stratégie nationale de protection de la mémoire historique», précise la même source. Il s'agit, en fait, de nouveaux mécanismes sérieux permettant de «mettre en place le cadre de réflexion et d'ouvrir le débat sur les aspects liés à la protection sociale des moudjahidine et des ayants droit, mais également à la préservation du patrimoine historique et culturel, tout en contrecarrant les tentatives des instigateurs et auteurs d'infox ou de pratiques malveillantes». «Le système de

l'Algérie nouvelle requiert de nouvelles mentalités sous-tendant les bonnes mœurs, le comportement noble, l'abnégation dans le travail, conformément aux valeurs incluses dans la Déclaration de Novembre 1954, le but étant de relever les défis du présent et gagner les enjeux du futur», note le communiqué.

C'est, en effet, une mission commune nécessitant «le raffermissement de la confiance mutuelle, la bonne coordination et la collaboration fructueuse dont le

cadre organisationnel sera mis en place selon un agenda à fixer avec les différents partenaires».

Il est à rappeler, cite le document, que les moudjahidine et chahids sont «un symbole pour la patrie et un bien commun pour l'ensemble du peuple algérien», en ce sens que «tout le monde exprime la même fierté, considération et vénération des chahids, moudjahidine et des ayants droit».

R. N.

Plan d'action du gouvernement

Renforcer l'économie de la connaissance

■ Le Plan d'action du gouvernement, qui sera soumis au Parlement lundi prochain pour débat, prévoit le renforcement de l'économie de la connaissance, de la recherche et développement (R&D) et de l'innovation, tout en accélérant la transition numérique et le développement des start-up.



Par Salem K.

Le gouvernement s'engage ainsi à l'élaboration d'une loi-cadre sur l'économie de la connaissance, la mise en place d'une stratégie nationale de transfert technologique ainsi que la mise en place des mécanismes pour le financement des travaux de prototypage et de recherche et développement au profit des startups.

Il s'agit aussi de la mise en place d'incitations fiscales, pour

encourager les entreprises à investir dans la recherche et le développement, la mise en place d'un cadre réglementaire régissant les dépenses, qui peuvent être qualifiées de dépenses R&D en entreprise, ainsi que la mise en place de mesures incitatives pour encourager les thèses de recherche en entreprise.

De plus, pour renforcer l'économie de la connaissance, le Plan prévoit la mise en place d'un mécanisme pour soutenir le dépôt de brevet à l'international, l'encouragement du recrutement

de main-d'œuvre hautement qualifiée dans les entreprises, la création du statut de chercheur en entreprise et la digitalisation des procédures de dépôt de brevets. Il s'agit aussi de la création de zones franches technologiques et d'ateliers de prototypage (makerspaces) au profit des porteurs de projets innovants et du recours aux prestataires nationaux dans le secteur du Numérique et des nouvelles technologies. Par ailleurs, le gouvernement s'engage, à travers son Plan d'action, à pro-

mouvoir l'écosystème des start-up et de l'économie numérique par la création du cadre réglementaire pour l'open innovation (innovation ouverte) et les intermédiaires de paiement électronique (PSP), ainsi que la mise en place des textes d'application pour le Crowdfunding (financement participatif).

Il prévoit aussi la révision du cadre législatif de l'e-commerce, pour le rendre plus flexible avec les start-up, la simplification des procédures de création d'entreprises au profit des start-up et autres primo-investisseurs, la création de statuts pour les freelances et auto-entrepreneurs ainsi que le renforcement du rôle des start-up comme vecteur d'inclusion financière à travers le e-paiement et le e-commerce.

De plus, le Plan d'action envisage la création d'un réseau national de «Business Angels», la création de représentations régionales du «Algerian Start-up Fund», le lancement du programme d'accélération des startups via l'accélérateur public «Algeria venture», la création d'incubateurs et d'accélérateurs dans toutes les wilayas du pays ainsi que la mise en place d'un système d'évaluation et de mise à niveau des incubateurs.

Il s'agit aussi de la création d'un Finlab au profit des start-up activant dans le secteur des

technologies financières (fintechs), l'encouragement du capital-risque, compte tenu de son rôle clé dans le financement de l'innovation, et l'allègement des procédures administratives pour la création de fonds d'investissement et de fonds communs de placement dans l'innovation.

En outre, le Plan d'action prévoit l'introduction de mesures incitatives envers les «Business Angels» et une défiscalisation des montants investis sur les start-up, la facilitation de l'accès au e-paiement au profit des start-up, l'exploitation des fonds d'investissement de wilaya pour le financement des start-up, le renforcement de la collaboration avec les fonds d'investissement susceptibles d'investir sur des start-up en Algérie ainsi que l'encouragement des start-up étrangères à s'intégrer dans l'écosystème algérien.

S. K.

Pétrole

Le baril de Brent progresse à plus de 72,4 dollars

Les prix du pétrole divergeaient hier, partagés entre de bonnes données chinoises, un signal positif sur la demande, et l'annonce la veille d'une baisse des prix de Saudi Aramco.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 72,44 dollars à Londres, en hausse de 0,30 % par rapport à la clôture de la veille.

A New York, le baril américain de WTI pour octobre cédait de son côté 0,55 % à 68,90 dollars.

La veille, les cours avaient

reculé après l'annonce du géant saoudien Saudi Aramco, qui a abaissé ses prix à la vente d'un dollar pour ses clients asiatiques.

Le premier exportateur mondial semble s'inquiéter d'une demande moins robuste que prévu, alors que la propagation du variant Delta de Covid-19 sabote la reprise économique en cours.

«La question est désormais de savoir combien de temps le variant Delta va peser sur les perspectives de la demande», explique Tamas Varga, analyste

chez PVM. Il souligne qu'une bonne nouvelle inattendue peut redonner espoir au marché pétrolier : la Chine a connu en août un rebond surprise de ses exportations (+25,6 % sur un an). Il s'agit du rythme de progression le plus rapide depuis février des ventes à l'étranger du géant asiatique, premier importateur mondial de brut.

Autre facteur de hausse pour le pétrole : «Une partie importante de la production du Golfe du Mexique reste paralysée après le passage de l'ouragan Ida», complètent les analystes de Trifecta

Consultants.

Outre ces puits situés au large, des raffineries sur la côte ont également été empêchées de fonctionner.

«Ces perturbations causées par des conditions météorologiques extrêmes sont de plus en plus fréquentes aux Etats-Unis, et surtout dans le Golfe du Mexique», souligne M. Varga.

«Les perturbations de l'offre, que ce soit pour le brut ou pour les produits raffinés, font désormais partie de la vie quotidienne», ajoute-t-il.

T. M.

Allemagne

La production industrielle repart à la hausse

La production industrielle est repartie à la hausse en Allemagne en juillet, après trois mois d'affilée de baisse, dans un contexte de reprise économique, malgré les pénuries de matériaux qui freinent toujours le secteur, selon des chiffres publiés hier.

L'industrie allemande a produit 1,0 % de plus sur un mois en juillet, a indiqué l'Office fédéral des statistiques Destatis dans un communiqué.

En juin, la production avait

baissé de 1,0 %, troisième mois de chute consécutif, selon une valeur révisée par l'institut, qui avait précédemment évoqué le chiffre de 1,3 %.

Sur un an, la production grimpe de 5,7 %, mais reste 5,5 % en dessous de son niveau d'avant la pandémie de Covid-19, en février 2020. Cette hausse est plus importante que les estimations des analystes de Factset, qui tablaient sur une augmentation plus modeste, à 0,5 %.

Dans le détail, la production

de biens de consommation a grimpé de 0,9 %, tandis que les biens d'équipement ont connu une hausse 3,2 %.

En revanche, les biens semi-finis ont connu une baisse de 0,5 %. Le bâtiment a de son côté connu une hausse de 1,1 % de sa production sur un mois.

«Après les récentes déceptions, on peut (...) être satisfait du début de troisième trimestre», commente Jens-Oliver Niklash, analyste pour la banque LBBW.

Après une reprise en début

d'année, l'industrie allemande, pilier de la première économie de la zone euro, est freinée depuis plusieurs mois par les pénuries de matériaux, sur les marchés mondiaux.

La pandémie de Covid-19 a en effet bouleversé les chaînes mondiales d'approvisionnement, conduisant à des goulots d'étranglement sur les marchés des composants électroniques, du bois, des plastiques et de l'acier, notamment.

Salem M.

Japon
Légère augmentation de la consommation des ménages

La consommation des ménages nippons a légèrement augmenté de 0,7 % en juillet sur un an, selon des chiffres publiés hier, montrant cependant une prudence accrue alors que des mesures sanitaires étaient rétablies au Japon face à la progression de la pandémie.

Les économistes du consensus Bloomberg s'attendaient à une hausse de 2,4 % sur un an, également à données réelles, après une recrudescence de 4,3 % en juin. Les dépenses des foyers nippons de deux personnes ou plus ont légèrement augmenté en juillet dans l'habillement, la culture et les loisirs, mais elles se sont effondrées dans l'ameublement et les équipements pour la maison et l'éducation. En variation sur un mois, la consommation des ménages a par ailleurs reculé pour le troisième mois consécutif en juillet, à -0,9 %, alors que le nombre croissant de cas d'infections au Covid-19 a forcé le gouvernement japonais à déclarer mi-juillet un nouvel état d'urgence sur une partie du pays, dont Tokyo. Ce dispositif, qui permet notamment aux autorités de demander aux bars et restaurants de fermer plus tôt et de ne pas servir d'alcool, a été étendu en août à la majorité du pays, et devrait de nouveau être prolongé cette semaine au-delà de l'échéance prévue du 12 septembre, selon les médias locaux.

R. L.

Sétif

Vers le raccordement de neuf zones éloignées au réseau de gaz naturel

■ Des travaux de raccordement de neuf zones éloignées au réseau de gaz naturel ont été lancés lundi dans la commune de Boutaleb (sud de Sétif).

Par Younés F.

L'opération, dont le coup d'envoi a été donné par les autorités locales, est destinée à l'amélioration des conditions de vie de pas moins de 1 705 familles, issues des régions de Remayal, Kebar Delah, Ouadah, Kenifa, Dar El Beida, Boudjelikh, Oum Amor, El Ghaba et d'El Herik relevant de la commune de Boutaleb.

Une fois concrétisée, l'opération permettra le développement de ces zones et la fixation des habitants dans leurs régions d'origine, et contribuera à porter le taux de couverture à 99 % dans la localité et près de 96 % dans la wilaya en cette substance énergétique ainsi qu'à assurer sa généralisation aux zones reculées et isolées, a indiqué le chef de l'exécutif local, Kamal Abla, qui a présidé le lancement des travaux. L'opération, qui nécessite la réalisation d'un

réseau de distribution d'une longueur de 138 km, s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat visant à améliorer les conditions de vie des citoyens, en particulier ceux vivant dans des zones éloignées, a affirmé à l'APS le directeur de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya, Abdallah Bendjedah. Un investissement public de l'ordre de 451 millions DA a été alloué pour la concrétisation de ce projet, dont le délai de réception a été fixé à neuf mois, a fait savoir le responsable. D'autre part, il a été procédé à la mise en service du réseau d'alimentation en électricité au profit de 91 habitations dans la zone de Boulerdjam relevant de la localité, à travers la création d'un réseau de distribution de 8,5 km. Le projet, dont le délai de réalisation n'a pas dépassé quatre mois, a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de l'ordre de 48 millions DA.

Y. F.



Mostaganem/Feux de forêt

Un dispositif mixte pour une intervention préventive

Un dispositif mixte comprenant plusieurs secteurs pour l'intervention préventive et le contrôle du tissu forestier a été mis en place dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris, lundi, de la direction locale de la Protection civile.

La même source précise que ce dispositif, composé d'agents de la Protection civile et des forêts ainsi que des éléments de la Gendarmerie nationale et de la police, a été mis en état d'alerte maximum,

après les incendies que les wilayas du centre et de l'est du pays ont enregistrés et qui ont ravagé de grandes superficies du tissu forestier. Le dispositif comprend six brigades mixtes, réparties sur les forêts de la wilaya. Elles organisent des patrouilles de contrôle et d'exploration de la forêt, l'observation et l'évaluation de la situation, ainsi que l'intervention dans les cas d'incendie et la sensibilisation des habitants mitoyens à ces espaces natu-

rels, tout en déterminant les difficultés en cas de départ d'un incendie.

En parallèle, l'état d'alerte a été levé au niveau des 14 unités de la Protection civile de la wilaya de Mostaganem, avec la mise en place de la colonne mobile de lutte contre les incendies de forêt et des récoltes agricoles. Celle-ci est composée de 50 agents de différents grades, de 10 véhicules et engins d'intervention ainsi qu'une présence permanente sur le ter-

rain. Pour rappel, les incendies qui se sont déclenchés à Mostaganem ont ravagé, depuis juin dernier, plus de 53 hectares de pins d'Alep et de genévriers, après que la Protection civile ait enregistré 4 interventions, dont la plus importante concerne l'incendie de la forêt d'Akboub, dans la commune de Safsaf, qui a détruit 50 ha du tissu végétal, ajoute-t-on de même source.

Y. L.

Naâma

De nouvelles infrastructures attendues pour la prochaine rentrée scolaire

La Direction de l'éducation de la wilaya de Naâma réceptionnera, dès le début de la prochaine année scolaire 2021-2022, de nouvelles structures, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale du secteur. Il s'agit de quatre groupes scolaires au niveau des communes de Mecheria et Ain Sefra, ainsi que 8 classes d'ex-

tension pour les cycles moyen et secondaire, a précisé la même source. La restauration scolaire sera renforcée avec l'ouverture de deux cantines au niveau de deux écoles primaires des communes de Meghrar et Asla, a-t-on indiqué, ajoutant que deux stades pour les activités sportives seront mis aussi en exploitation. D'autre part, un program-

me de rénovation et de maintenance des établissements scolaires, supervisé par la Direction des équipements publics et financé dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, est en cours d'exécution. Son délai d'achèvement des travaux a été fixé pour le début du mois d'octobre prochain, a-t-on fait savoir.

L'opération porte sur les travaux de maintenance et l'étanchéité des plafonds, la peinture des classes et la réparation des appareils de chauffage.

Il est à noter que le secteur de l'Education de la wilaya enregistre un programme en cours de réalisation, concernant cinq projets de réalisation de structures pédagogiques et d'exten-

sion de classes, dont quelques-unes ont été lancées dernièrement et d'autres connaissent des taux d'avancement des travaux différents et ce, concernant les différents cycles.

Le secteur de l'Education de la wilaya de Naâma comprend, actuellement, 137 écoles primaires, 49 CEM et 27 lycées.

R. K.

Souk Ahras

Près de 1 000 hectares de couvert forestier et végétal ravagés par les flammes

Un total de 996 hectares de couvert forestier et végétal ont été ravagés par les incendies enregistrés de début juin dernier à la fin de la semaine dernière dans la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris, lundi, auprès de la Conservation des forêts (CF).

La superficie endommagée est répartie sur 571 hectares de pin d'Alep et de chêne-liège, et 425 hectares de maquis et broussailles, a indiqué à l'APS le chef de

service de la faune et de la flore, Khemissi Dekhi.

43 incendies ont été signalés dans 13 communes, dont 8 dans la localité de Ouled Moumene ayant provoqué la destruction de 465 hectares, suivie de la commune de Zaârouriya où 5 foyers similaires ont été recensés, ravageant 358 hectares de superficies forestières, a-t-il précisé.

153 interventions initiales ont permis

d'empêcher la propagation des incendies, a fait savoir le responsable, ajoutant que des moyens humains et matériels, dont 200 agents de maintenance et d'intervention et des véhicules d'extinction de feu ont été mobilisés au niveau de 10 postes de contrôle, répartis sur les sites forestiers à risques.

Compte tenu de l'importance accordée par les autorités locales à la protection des richesses forestières, cinq mil-

lions de DA ont été alloués pour la rénovation et l'entretien des véhicules d'extinction des flammes touchant divers espaces forestiers, a-t-on ajouté.

A rappeler que lors du déclenchement en août dernier d'un incendie dans la commune de Ouled Moumene, des hélicoptères de l'Armée nationale populaire (ANP) ont été mobilisés pour maîtriser les feux de forêt.

R. T.

Sida

Des millions de vies sauvées par les antirétroviraux dans le monde

■ Des millions de personnes touchées par le sida ont été sauvées à la faveur du déploiement mondial du traitement du VIH, a annoncé, lundi, le Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (Onusida).

Par Reda F.

Quatre décennies après l'apparition des premiers cas de sida, près de 16,5 millions de décès liés au sida ont été évités depuis 2001, selon de nouvelles données de l'agence onusienne. En 2020, l'Onusida a ainsi signalé 680 000 décès liés au sida. Il s'agit d'une baisse de 58 % entre 2001 et 2020.

Au moins 40 pays sont en passe d'atteindre une réduction de 90 % de la mortalité liée au sida d'ici à 2030, dont neuf pays d'Afrique orientale et australe. De tels chiffres encourageants ne sont pas étrangers à la politique de dépistage et de traitement du VIH encouragée par l'Onusida dans le monde.

A la fin de 2020, 84 % des personnes vivant avec le VIH connaissaient leur statut sérologique, 73 % avaient accès à un traitement antirétroviral et 66 % étaient sous suppression virale. Parmi les 37,7 millions de personnes vivant avec le VIH dans le monde en 2020, l'Onusida estime que 27,5 millions de personnes étaient sous traitement. Ce chiffre a plus que triplé

depuis 2010, mais qui est encore loin de l'objectif de 30 millions fixé pour 2020.

Les objectifs 90-90-90, adoptés par l'Assemblée générale des Nations unies en 2016, prévoyaient que la grande majorité des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique. Il s'agit aussi de permettre à la majorité des personnes connaissant leur séropositivité soient sous traitement et voient leur charge virale réduite à des niveaux indétectables d'ici à 2020.

«Atteindre ces objectifs signifie qu'un minimum de 73 % des personnes vivant avec le VIH ont une charge virale supprimée. Ce qui contribue à les maintenir en bonne santé et à empêcher la propagation du virus», souligne l'Onusida.

A noter que le dépistage et le traitement du VIH ont fortement augmenté au cours des 20 dernières années. Cependant, les lacunes dans la prestation de services prennent des proportions démesurées chez les enfants. En 2020, environ 800 000 enfants âgés de 0 à 14 ans vivant avec le VIH ne suivaient aucun traitement de lutte



contre le VIH. La couverture thérapeutique était de 74 % chez les adultes, mais seulement de 54 %

chez les enfants en 2020. Beaucoup d'enfants n'ont pas été dépistés pour le VIH à la nais-

sance et ne connaissent pas leur état sérologique vis-à-vis du VIH. R. F.

Souk-Ahras

Mise en service de 3 générateurs d'oxygène et 6 concentrateurs

Trois générateurs et six concentrateurs d'oxygène ont été mis en service dimanche après-midi aux hôpitaux des communes de Souk-Ahras, Sadrata et Tawra dans la wilaya de Souk-Ahras. La réception et la mise en service de ces équipements ont été supervisées par le chef de l'exécutif local, Lounès Bouzegza, en présence du directeur de la santé et de la population (DSP), Khemissi Koudjil, et des responsables des établissements de santé qui en ont bénéficié dans le cadre de cette opération qui a été appréciée par les habitants de cette wilaya frontalière. Ces générateurs et concentrateurs d'oxygène, don d'opérateurs économiques locaux et autres bienfaiteurs et députés de l'Assemblée popu-

laire nationale (APN) représentant la wilaya, permettront d'alléger la pression sur l'oxygène, et par ricochet, une meilleure prise en charge des malades atteints de Covid-19, a précisé le wali.

L'initiative portant dotation des hôpitaux d'Ibn Rochd du chef-lieu de wilaya, Houari-Boumediene de Sadrata et 1^{er}-Novembre de Tawra en générateurs et concentrateurs d'oxygène reflète l'esprit de solidarité qui anime les Algériens, a estimé le même responsable.

Pour rappel, l'association humanitaire «Nejda» de la wilaya de Souk-Ahras a distribué, samedi dernier, 9 concentrateurs d'oxygène au profit des malades du Covid-19 admis dans les hôpitaux Ibn Rochd du chef-lieu de wilaya et Houari-

Boumediene de Sadrata, ce qui constitue le troisième acte de solidarité du genre effectué par cette association qui est parvenue à acquérir 33 concentrateurs d'oxygène ayant été attribués à des hôpitaux de la wilaya.

Auparavant, le chef de l'exécutif local s'est enquis à la salle des fêtes «Noureddine-Djouad» de la ville de Souk-Ahras, des conditions de déroulement de la campagne nationale de vaccination contre le Covid-19, lancée samedi et devant se poursuivre jusqu'au 11 septembre courant dans le cadre des efforts de lutte contre la propagation de ce virus.

A cette occasion, le même responsable a mis en exergue les efforts déployés par les staffs médicaux, paramé-

dicaux et les agents administratifs qui veillent au bon déroulement de cette campagne nationale visant à toucher le maximum de citoyens pour assurer une immunité collective permettant le retour à la vie normale.

Dans la wilaya de Souk-Ahras, il a été procédé à la réservation de 37 points fixes de vaccination et 44 équipes itinérantes devant sillonner les quartiers et agglomérations, en plus des zones enclavées et lointaines de la wilaya, a-t-on rappelé.

La wilaya de Souk-Ahras a mobilisé, au titre des opérations de vaccination, 387 employés dont 112 médecins, 130 infirmiers et 109 agents administratifs, en plus d'une quantité de 50 000 doses de vaccin.

Bilal L.

Semaine nationale de vaccination anti-Covid-19

Affluence des citoyens à Tamanrasset

Les points de vaccination anti-coronavirus dans la wilaya de Tamanrasset accueillent de plus en plus de citoyens venus se faire vacciner et s'immuniser contre la maladie, a-t-on indiqué à la wilaya.

La première journée de la campagne nationale de vaccination anti-Covid-19 a permis à plus de 800 personnes de rece-

voir leur dose au niveau des structures médicales et points retenus pour cette opération, un nombre qualifié, par les services concernés de la wilaya, d'«appréciable» par rapport au rythme du lancement de la campagne (4-11 septembre).

Pour le directeur de l'Établissement public hospitalier (EPH) de Tamanrasset, Hocine

Messani, l'opération de vaccination connaît une affluence importante des citoyens de la région, conscients de la nécessaire vaccination et encouragés par les actions et campagnes de sensibilisation.

Mohamed Larbi Azzi Odey, un quinquagénaire venu recevoir la seconde dose de vaccination au niveau de la bibliothèque princi-

pale de lecture publique, a déclaré que «toutes les conditions ont été réunies à la satisfaction des citoyens pour leur permettre de se protéger contre le Covid-19».

Au total, 18 points de vaccination ont été désignés au niveau de la wilaya de Tamanrasset, en sus de la mobilisation de six équipes médicales mobiles dis-

patchées dans les cinq communes de la wilaya.

Près de 12 608 personnes ont été vaccinées, parmi une population ciblée estimée à plus de 79 000 personnes dans la wilaya de Tamanrasset, avant le lancement de la campagne nationale de vaccination anti-Covid 19, a-t-on rappelé.

R. S.



Afghanistan

Les talibans dispersent de nouvelles manifestations à Kaboul

■ Les talibans ont tiré en l'air, hier à Kaboul, pour disperser de nouvelles manifestations dénonçant notamment leur violente répression dans le Panchir, après avoir averti la veille qu'ils ne toléreraient plus aucune contestation de leur pouvoir.

Par Mourad M.

Ces manifestations interviennent alors que les talibans, revenus au pouvoir le 15 août à la faveur du retrait des forces américaines, s'apprennent à dévoiler la composition d'un gouvernement de transition chargé de stabiliser le pays et relancer une économie sinistrée.

Des centaines d'Afghans ont défilé dans la matinée dans au moins deux quartiers de Kaboul,

dénonçant, outre la situation dans le Panchir, l'ingérence du Pakistan, accusé de vouloir contrôler le pays à travers les talibans dont il est très proche.

Ils ont été rapidement dispersés par les tirs en l'air de talibans déployés sur place. Plusieurs journalistes qui couvraient les manifestations ont indiqué avoir été arrêtés, molestés ou avoir eu leur matériel confisqué par ces combattants.

Parmi les manifestants figuraient nombre de femmes, qui

craignent de voir les talibans les exclure de la vie publique comme lors de leur précédent régime, entre 1996 et 2001.

Des femmes avaient également manifesté la veille à Mazari-Sharif (Nord) et la semaine dernière à Hérat (Ouest).

Près d'une centaine de manifestants, en majorité des femmes, se sont rassemblés devant l'ambassade du Pakistan, chantant «*Nous ne voulons pas d'un gouvernement soutenu par le Pakistan*» et «*Pakistan, dégage d'Afghanistan*». «*Les femmes afghanes veulent que leur pays soit libre, qu'il soit reconstruit. Nous sommes fatigués*», a déclaré à l'AFP une manifestante, Sarah Fahim. Originaire de la province de Kapisa, au nord-est de Kaboul, elle dénonçait comme d'autres manifestants la violente répression des talibans dans celle voisine du Panchir, la seule à avoir appelé à leur résister après leur soudain retour au pouvoir. Les talibans ont affirmé lundi l'avoir fait tomber et tué au passage plusieurs de ses chefs militaires.

Pour M^{me} Fahim, cette répression a été orchestrée par le Pakistan, dont le chef des puissants services de renseignement militaires, Faiz Hameed, était ce week-end à Kaboul où il s'est très probablement entretenu avec des responsables talibans. «*Nous sommes fatigués d'attendre à l'aéroport*», a ajouté M^{me} Fahim, en référence aux journées chaotiques et tendues qui ont suivi le 15 août, lorsque des dizaines de milliers d'Afghans voulant fuir les talibans avaient fait le siège de l'aéroport de Kaboul.

«*Combien de temps cela va-t-il durer, quand nos voix seront-elles entendues ? Pourquoi la communauté internationale*



reste-t-elle silencieuse en voyant tant de gens se faire tuer ?», a-t-elle ajouté. La rébellion dans le Panchir, bastion anti-taliban de longue date, est menée par le Front national de résistance (FNR) et son chef Ahmad Massoud, fils du célèbre commandant Ahmed Shah Massoud, assassiné par Al-Qaïda en 2001. Le FNR a affirmé retenir des «*positions stratégiques*» dans la vallée et «*continuer*» la lutte, et Ahmad Massoud, dont on ne sait s'il s'y trouve encore, a appelé chaque Afghan à «*se soulever pour la dignité, la liberté et la prospérité du pays*».

Après la proclamation de la victoire dans le Panchir, le porte-parole des talibans, Zabihullah Mujahid, a lancé lundi un ferme avertissement. «*Quiconque tentera de créer une rébellion sera durement réprimé. Nous ne le permettrons pas*», a-t-il prévenu.

Les talibans, qui s'attaquent au gigantesque chantier de la consolidation de leur pouvoir et de la relance économique, annonceront un gouvernement de transition qui pourra ensuite évoluer, a-t-il précisé.

Ils se sont engagés à former un gouvernement ouvert à

d'autres groupes que le leur, dans un pays géographiquement et ethniquement très fragmenté, mais il ne devrait pas inclure de femmes.

Revenus au pouvoir 20 ans après en avoir été chassés par une coalition menée par les États-Unis, les talibans sont attendus au tournant par la communauté internationale. Ils se sont aussi engagés à respecter les droits des femmes, bafoués lors de leur premier passage au pouvoir. Mais ces promesses peinent à convaincre.

Ils ont fait un pas en avant en autorisant cette semaine les femmes à continuer à étudier à l'université, ce qu'ils leur interdisaient auparavant. Mais en stipulant que les étudiantes devraient porter une abaya noire, et qu'elles devraient couvrir le visage à l'exception des yeux, et étudier dans des classes non mixtes, ou séparées des hommes par un rideau. Au cours d'une visite officielle au Qatar, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a indiqué hier que les talibans s'étaient à nouveau engagés à laisser les Afghans «*avec des documents de voyage partir librement vers l'étranger*». M. M.



Commentaire

Voix

Par Fouzia Mahmoudi

Si Éric Zemmour, journaliste star à Cnews et auteur à succès est souvent classé à l'extrême-droite par ses collègues et par la classe politique, les sympathisants de droite, eux, sont de plus en plus nombreux à espérer qu'il puisse les représenter à la prochaine élection présidentielle. Et les électeurs de droite ne sont pas les seuls à éprouver de la sympathie pour le polémiste, certaines personnalités politiques n'hésitant pas à le soutenir. Lors du Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI en début de semaine, le candidat à la primaire de la droite, Éric Ciotti, a déclaré qu'en cas de second tour (pour l'heure fictionnel) entre Emmanuel Macron et l'écrivain, le député des Alpes-Maritimes donnerait son vote au second. Une déclaration qui a mis dans la gêne sa famille politique. «*Ce n'est vraiment pas la question du moment*», a tranché Christian Jacob. Invité sur RTL, le chef de file du parti a tenté de détourner l'attention. «*On sort d'un week-end formidable avec les jeunes. (...) Un grand mouvement de jeunesse est né hier*», a-t-il assuré, au lendemain de la rentrée des Jeunes Républicains au Parc Floral de Paris. Prié de s'exprimer sur les propos d'Éric Ciotti, le président a finalement estimé que ce dernier avait des «*convictions dont il fait part*». Et de réitérer que «*parler d'un candidat dont on ne sait pas s'il sera candidat, ce n'est pas le sujet du moment*». «*Moi j'avais plutôt le sentiment que les sujets de préoccupation des Français étaient le pouvoir d'achat, la sécurité, la santé, et pas tel ou tel candidat médiatique*», a-t-il encore insisté. Tout en soulignant qu'Éric Zemmour n'est toutefois «*absolument pas*» infréquentable. Dans le même temps, Valérie Pécresse, en lice pour la primaire, s'est livrée à une déclaration laconique sur France 2. «*Éric Zemmour c'est très clair : moi je dis que pour gouverner la France, il faut penser à autre chose que l'immigration*», a-t-elle fustigé. Avant de rebondir : «*Moi je pense que nous allons être au second tour*». «*De qui on parle ?*», a encore interrogé Michel Barnier. Lui aussi candidat à une méthode de départage, l'ancien négociateur du Brexit a évoqué sur France Info «*un chroniqueur, un journaliste polémiste qui n'est même pas candidat pour l'instant*». «*Vous parlez d'hypothèses, de questions théoriques, moi je ne suis pas là ce matin pour commenter les commentaires et l'hypothétique candidature de M. Zemmour. Ça ne m'intéresse pas. Nous n'avons pas les mêmes idées*», a-t-il déclaré. Face à Éric Ciotti, le prétendant à l'Élysée a aussi souligné qu'ils pouvaient avoir «*des idées différentes*». «*Dans cette famille politique, il y a depuis toujours (...) des gens qui sont très à droite, d'autres qui le sont beaucoup moins. Notre famille politique elle gagne et je pense qu'elle va gagner quand elle ressemble à la France*», a-t-il déclaré. Enfin autre candidat à la primaire, Philippe Juvin en a «*assez de ces discussions où on vous dit qu'il faut choisir entre Macron et Zemmour*». «*Éric Zemmour parle de thèses que la droite a longuement développées, mais je crois que pour être élu président de la République, il faut d'abord avoir été élu*», a fait valoir le maire de La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine) sur Sud Radio. Une déclaration qui n'a pas beaucoup de sens durant le mandat d'Emmanuel Macron, qui n'a jamais été élu avant la présidentielle de 2017. Éric Zemmour pourrait ainsi lui aussi accéder directement à l'Élysée sans passer par d'autres fonctions électives. Toutefois, que les adversaires du journaliste se rassurent pour le moment, ce dernier n'a toujours pas exprimé sa volonté de se présenter pour 2022 et surtout les sondages ne lui accorde pas plus de 8 %. Néanmoins, ceux qui espéraient à droite que Zemmour serait une pompe aspirante pour les voix de Marine Le Pen et ainsi avoir une chance d'être au second tour des présidentielles, pourraient au contraire voir une partie de leur électorat se tourner vers les discours incisifs et sans détour de l'auteur à succès.

F. M.

11-Septembre

Le procès du cerveau présumé des attaques reprend

Le procès du cerveau présumé du 11-Septembre, Khalid Sheikh Mohammed et de quatre accusés reprend cette semaine, mais son issue semble encore bien lointaine, alors que l'Amérique s'apprête à se recueillir, vingt ans après les attaques.

Les cinq hommes, emprisonnés depuis quinze ans dans la prison de la base navale américaine de Guantanamo, au sud-est de Cuba, n'avaient plus comparu depuis le début de l'année 2019, avant que la pandémie de Covid-19 ne mette la procédure à l'arrêt.

Leur procès, qui relève d'une justice militaire d'exception, devrait reprendre comme il s'est arrêté, avec une défense invoquant des actes de torture, lorsque les accusés étaient aux mains de la CIA, pour faire inva-

ligner la plupart des preuves avancées par les autorités américaines.

La procédure est menée par un nouveau magistrat militaire, le colonel Matthew McCall, qui est le huitième à s'en emparer.

L'officier a fait comprendre qu'il ne se précipiterait pas, en décidant que la première audience serait consacrée à ses propres qualifications. Il entend passer le reste de la semaine essentiellement en réunions avec l'accusation et la défense.

Et il pourrait s'écouler encore des mois, voire plus d'une année, avant que le procès n'entre dans sa phase vraiment décisive, au vu des très nombreux recours déposés par les avocats de la défense pour obtenir des pièces.

L'un des avocats de la défense, James Connell, a même

assuré qu'il ne «*savait pas*» si ce procès irait un jour jusqu'à son terme.

La défense fait valoir que les cinq accusés – Khalid Sheikh Mohammed, Ammar al-Baluchi, Walid bin Attash, Ramzi bin al-Shibh, et Mustafa al Hawsawi – portent encore les séquelles des tortures infligées par la CIA pendant leur détention dans les prisons secrètes de l'agence de renseignements, entre 2002 et 2006.

Sans compter, selon leurs avocats, l'effet de quinze années d'emprisonnement dans des conditions de grand isolement.

Les cinq hommes, accusés de «*meurtre*» et d'*actes terroristes*», comparaitront dans une salle d'audience sous haute sécurité, entourée de grillage avec barbelés. Ils risquent la peine de mort.

Coupe du Monde 2022 (Qualif-2^e journée)

Le Niger domine Djibouti

Le Niger a battu Djibouti 4-2, mi-mars (0-1), lundi en match délocalisé à Rabat pour le compte de la 2^e journée des qualifications de la Coupe du monde 2022, groupe A. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Victorien Adebayor (49', 56'), Djibo Adamo (65' sp) Amadou Sabo (68') pour le Niger, Annas Farah Ali (32'), Hassan Hpossein (90') pour

Djibouti. A la faveur de ce succès, le Niger rejoint provisoirement l'Algérie et Burkina Faso en tête du groupe A avec 3 points en attendant la confrontation des Burkinabè et Algériens mardi soir (20h00) à Marrakech. La sélection djiboutienne est lanterne rouge (0 pt). Le premier du groupe à l'issue des six journées du second tour se qualifie pour le troisième et dernier tour.

CR Belouizdad

Mahi Benhamou, troisième recrue

L'attaquant du MC Oran, Mahi Benhamou, s'est engagé pour deux saisons avec le CR Belouizdad, champion d'Algérie en titre. L'ailier gauche de 25 ans est la troisième recrue du Chabab après Ait Abdeslam (JSK) et Cheratia (CSS, Tunisie). Cependant, Benhamou ne pour-

ra pas disputer la Ligue des champions avec sa nouvelle équipe puisque la liste des joueurs engagés en CAF CL a déjà été envoyée par la direction belouizdadie à la Confédération africaine de football, sachant que le dernier délai était fixé au 15 août.

Annoncé à l'USMA

Rodolphe Duvernet toujours à la JSK

Selon nos informations, le préparateur physique de la JS Kabylie, Rodolphe Duvernet, n'aurait pas rejoint le staff de l'USM Alger, comme annoncé par le club il y a quelques jours.

L'USM Alger a donc annoncé l'arrivée d'un préparateur physique au sein de son club, alors que celui-ci est toujours sous contrat avec la JS

Kabylie. Toujours selon nos informations, si Duvernet ne sera pas présent à la reprise de la saison 2021-2022 en Algérie avec son club, ce n'est pas à cause de son prétendu départ vers l'USM Alger mais pour des raisons logistiques. En effet, le préparateur physique n'est pas en Algérie en ce moment à cause du manque de vols pour rejoindre l'Algérie.

JS Saoura

Reprise des entraînements samedi pour les «Sudistes»

Les joueurs de la JS Saoura reprendront le 11 septembre le chemin des entraînements au stade du 20-Août-1955 de Bechar, en prévision de la nouvelle saison de Ligue 1 dont le coup d'envoi sera donné le 23 octobre prochain, a-t-on appris auprès du club. «Tous les moyens seront mis à la disposition des joueurs au titre de cette première phase de ce stage de préparation physique et technique qui se poursuivra

dans sa deuxième et dernière phase à Alger», a précisé Houcini Abdelwahab, responsable de communication au sein du club. En prévision de la nouvelle saison, la direction du club a procédé récemment au recrutement de quatre attaquants, à savoir le meneur de jeu du MC Oran, Mellal Ben Omar, Ouis Mohamed Amine (ASO Chlef), Oussama Bellatrache (W Tlemcen) et Ismail Saadi (ES).

WA Tlemcen

Démission du directeur général

Le directeur général du WA Tlemcen, Nacereddine Souleymane, a annoncé, lundi, sa démission du poste qu'il a occupé tout au long de l'exercice passé, a-t-on appris de l'intéressé. Nacereddine Souleymane a souligné, dans une déclaration à l'APS, qu'il avait assumé cette responsabilité «à titre intérimaire en raison de la situation délicate que traversait le club». Il a, en outre, estimé que «désormais, les membres du conseil d'administration de la société sportive par actions ont largement le temps cette fois-ci de remettre de l'ordre dans la maison». Le même dirigeant, également membre de la Chambre nationale de résolution des litiges relevant de la Fédération algérienne de football, a indiqué, en revanche, qu'il gardait son poste

de président du club sportif amateur (CSA) du WAT, pour lequel il a été élu pour un deuxième mandat lors de l'été 2020. Le WAT, sauvé en extrême de la relégation, a fait face à des problèmes multidimensionnels pendant l'exercice écoulé. En plus de sa crise financière aiguë, il a connu le défilé de pas moins de trois présidents aux commandes administratives et autant d'entraîneurs à la barre technique, rappelle-t-on. Dès la fin du championnat, le 24 août passé, l'entraîneur Abdelkader Amrani a annoncé son départ, tout comme le président intérimaire, Rachid Meliani. Toutefois, ce dernier est revenu à de meilleurs sentiments en s'engageant à «mettre l'équipe sur rails en prévision de la saison prochaine pour ensuite rendre le tablier», a-t-il dit.

MC Alger

Bras de fer entre la direction et les joueurs

Un bras de fer vient d'être engagé entre la direction du Mouloudia d'Alger et les joueurs, au sujet des salaires que les dirigeants comptent déduire de la somme due.



Brahmia compte rationaliser les dépenses

Par Mahfoud M.

Ainsi, les responsables du club estiment que les joueurs ne peuvent pas ouvrir droit à tous leurs salaires, vu qu'ils ont raté tous les objectifs du club qui se devait de prendre un titre cette saison, en plus d'aller le plus loin possible dans la Ligue des champions d'Afrique, surtout qu'il s'agissait de bien fêter l'année du centenaire. Seulement, cela ne semble pas plaire aux joueurs qui affirment ne pas avoir eu connaissance de cela dans le règlement intérieur qu'ils ont signé en tout

début de saison. Il semble donc qu'on se dirige vers une saignée si la direction insiste sur cette question en exigeant aux joueurs de lâcher du lest et ne pas demander à obtenir tout leur dû. Sur un tout autre sujet, il faut savoir que la direction continue de préparer sérieusement la nouvelle saison qu'elle espère réussir, pour faire oublier la précédente année qui a été un échec total. Ainsi, la direction s'est entendue sur tous les termes du contrat qui liera le Mouloudia d'Alger à l'entraîneur tunisien, Khaled Benyahia, qui prendra en main l'équipe et se chargera de préparer la forma-

tion pour la nouvelle saison. Benyahia a souligné qu'il était prêt à s'investir à fond pour donner le plus qu'on attend de lui. Pour ce qui est des recrues, la direction a décidé de ne pas faire de folies dans le marché des transferts et se contentera de ramener des éléments que certains jugent perfectibles et qui devraient pouvoir s'améliorer au Mouloudia, surtout que le bailleur de fonds et principal actionneur du club, Sonatrach, a demandé aux dirigeants de rationaliser les dépenses et éviter les gros frais que le club effectuait jusque-là.

M. M.

MC Oran

Les dettes du club revues à la hausse

La situation financière se complique davantage au MC Oran (ligue 1) après les verdicts que viennent de prononcer la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) au profit de sept joueurs. Ces verdicts portent à plus de 110 millions DA les dettes du club au niveau de cette instance, a-t-on appris, lundi, de la formation de Ligue 1 de football. Les sentences de la CNRL obligent la direction oranaise à s'acquitter de près de 70 millions DA au profit des sept joueurs plaignants. Trois éléments de l'effectif de l'exercice 2019-2020 avaient eu auparavant gain de cause auprès de la même structure relevant de la Fédération algérienne de football, contraignant la trésorerie des «Hamraoua» à leur payer une somme globale estimée à 40 millions DA, souligne-t-on de même source. L'addition risque d'être davantage salée, étant donné que d'autres joueurs de l'effectif

de l'exercice précédent attendent que la CNRL tranche sur leurs plaintes, souligne-t-on encore. Toutes ces dettes ont causé au club phare de la capitale de l'Ouest l'interdiction de recrutement au cours de l'actuel mercato qui a commencé le 6 août passé, rappelle-t-on. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, la direction mouloudienne assiste impuissante au départ de plusieurs joueurs clés de son effectif de la saison passée. Jusque-là, six éléments ont signé des contrats avec d'autres clubs, à savoir Boutiche et Motrani (ES Sétif), Hamidi (MC Alger), Mellal (JS Saoura), Litim (Al Ain Essaoudi) et Benhamou (CR Belouizdad). D'autres devraient leur emboîter le pas dans les prochains jours et n'attendent que leurs lettres de libération de la CNRL pour aller monnayer leurs talents sous d'autres cieux, affirme-t-on dans l'entourage du club. Le conseil d'administration du MCO, réuni jeudi passé,

a décidé de mettre en place une commission de recrutement qui sera chargée de désigner un nouvel entraîneur pour succéder à Fouad Bouazza et renforcer l'effectif par de nouveaux joueurs en vue du prochain exercice qui débute le 23 octobre. Mais tout cela passe obligatoirement par le paiement des dettes actuelles et futures, ce qui n'est pas une mince affaire, surtout en ces moments de vaches maigres que traverse le MCO, estiment les observateurs. La crise financière récurrente de la formation d'El-Bahia a d'ailleurs incité les membres du conseil d'administration à approuver, lors de leur précédent conclave, une résolution par laquelle ils s'engagent à ouvrir la voie à la reprise du club par une entreprise publique. Il s'agit de «la seule option pour permettre au MCO de retrouver son lustre d'antan», avait déclaré le président Tayeb Mahiaoui au cours d'une récente conférence de presse.

Saïda Neghza élue membre au Conseil d'administration



tion de l'Organisation arabe du travail (OAT), à l'occasion de la tenue de la 4^e Conférence de cette Organisation qui se tient au Caire, du 5 au 12 septembre 2021», a précisé la même

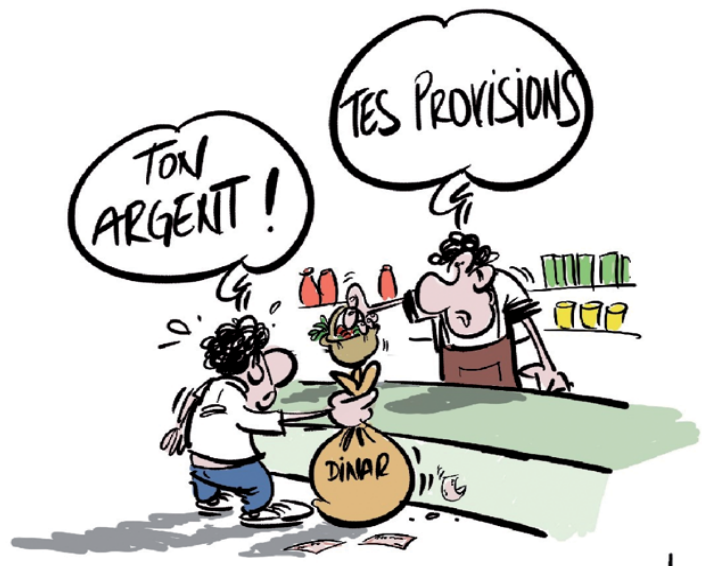
La présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (Cgea), Saïda Neghza, a été élue membre au Conseil d'administration de l'Organisation arabe du travail (OAT), a indiqué, hier, un communiqué de la Cgea.

«La Confédération générale des entreprises algériennes a l'honneur d'annoncer l'élection de sa présidente, M^{me} Saïda Neghza, pour siéger en tant que membre du Conseil d'administra-

source. M^{me} Neghza est élue pour un mandat de deux ans, au cours duquel elle représentera le patronat national algérien, a ajouté le communiqué. La présidente de la Cgea veillera ainsi à la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Conférence et participera à l'évaluation des perspectives d'évolution de l'Organisation arabe du travail (OAT), a-t-on souligné de même source.

R. M.

Le spectre inflationniste



Louvis

Djalou@hotmail.com

Béjaia

Arrestation de deux individus pour trafic de psychotropes

■ Deux individus, âgés de 27 et 28 ans, ont été arrêtés par les éléments de la police judiciaire de la première sûreté urbaine au courant de ces derniers jours pour trafic de psychotropes.

Par Hocine C.

«Ces deux individus ont été arrêtés en flagrant délit de trafic de psychotropes à proximité de la résidence universitaire Berchiche (III), dans un camion de marque JAC», a indiqué la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Et d'ajouter : «L'un des individus s'est débarrassé d'un

sachet de psychotropes dans une bouche d'égoût, alors qu'il tentait de prendre la fuite au moment de l'arrestation de son compère qui conduisait le camion. Poursuivi, l'individu a été arrêté». La récupération du sachet jeté a permis aux enquêteurs de découvrir 83 plaquettes de psychotropes comprenant un total de 830 capsules. Une somme de 166 000,00 DA a aussi été saisie chez les

deux dealers. «Le deuxième individu était déjà recherché pour une affaire de vol et un mandat d'amener était délivré contre lui», précise la même source. Les deux dealers ont été présentés devant le procureur de la République et mis en examen pour possession de psychotropes en vue de les revendre. Ils ont été mis sous les verrous et le camion saisi a été mis en fourrière. H. C.

Education

Près de 450 établissements livrés pour la rentrée

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé, hier à Alger, la livraison au ministère de l'Éducation nationale de près de 450 établissements éducatifs (primaires, CEM et lycées) pour la rentrée scolaire 2021/2022.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une réunion d'évaluation avec le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed et des cadres des deux ministères, consacrée à l'examen de la réalisation des établissements éducatifs confiés à son ministère en prévision de la rentrée scolaire 2021/2022, M. Belaribi a précisé que les établissements éducatifs livrés

dans ce cadre à l'échelle nationale comptaient près de 300 écoles primaires, 92 CEM et 67 lycées. Les résultats obtenus sont «le fruit d'importants efforts et d'un travail mené sur le terrain pour lever les entraves rencontrées et relancer les projets à l'arrêt», a-t-il expliqué. Et d'ajouter que «malgré les répercussions de la pandémie de Covid-19, les compétences algériennes (architectes, ingénieurs et bureaux d'études) en charge de ces projets, ont pu relever le défi et livrer environ 450 établissements éducatifs pour la rentrée scolaire prévue dans deux semaines». L'Algérie figure parmi les pays en possession de pas mal d'indicateurs en matière de

développement humain et accorde une importance majeure aux élèves scolarisés en leur offrant les équipements nécessaires à leur accueil, a-t-il ajouté. Affirmant que la réalisation des projets de logement lancés en 2021 se fait en parallèle avec celle des structures éducatives, M. Belaribi a évoqué ses dernières sorties effectuées dans les wilayas d'Oran, Alger et Sétif, où de grands sites de logement ont été livrés avec les structures éducatives.

La livraison des logements «se fait en parallèle avec celle des écoles primaires, des collèges et des lycées», a-t-il dit, soulignant que la scolarisation est une ligne rouge infranchissable.

R. N.

Publicité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الصحة

من 04 إلى 11
سبتمبر

الأسبوع الوطني
للتلقيح ضد كوفيد 19

بالتلقيح تستمر الحياة

٠٤٠٨ ٨ +٥٨٠٠+

BIG DAY 11 SEPTEMBRE

بث مباشر عبر كل القنوات ومنصات الواب

سولغاز
الراعي الرسمي
مؤسسة مواطنة

ANEP

المساهمون

<http://www.sante.gov.dz> | [f/sante_gouv_dz](https://www.facebook.com/sante_gouv_dz) | [I/SanteDza](https://www.instagram.com/SanteDza)

ANEP GRATUIT 0063 | Le Jour d'Algérie - N° 5468 - Mercredi 8 septembre 2021